ASSEMBLEE NATIONALE14 février 2005

SAUVEGARDE DES ENTREPRISES - (n° 1596)

AMENDEMENT

N° 237

présenté par
M. de ROUX, rapporteur
au nom de la commission des lois

ARTICLE 182

Dans le dernier alinéa du V de cet article, après les mots : « sont insérés les mots : « , »,
insérer les références :
« L. 612-1 et L. 612-3, ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de cohérence : les articles L. 612-1 et L. 612-3, dans la rédaction prévue par le projet de loi, concernent l'obligation de désignation d'un commissaire aux comptes et le devoir d'alerte qui s'impose à celui-ci pour les personnes morales privées non commerçantes ayant une activité économique. Ils doivent donc être ajoutés à la liste des dispositions applicables aux commissaires aux comptes, outre celles générales prévues par le livre VIII du code de commerce.